

DOSSIER DE PRESSE

Opération CORYMBE



Contact :

Bureau relations médias de l'État-major des armées

Tél. : 09 88 68 28 61 – 09 88 68 28 62

Mail : cab-cema-com.relation-presse.fct@def.gouv.fr



SOMMAIRE

1. Le golfe de Guinée, une région maritime stratégique aux enjeux multiples	3
2. L'architecture de Yaoundé, une vision régionale commune pour protéger le golfe de Guinée	5
3. La coopération française pour la sécurité maritime, mise en œuvre à travers l'opération Corymbe	7
Diminuer l'insécurité maritime.....	8
Coopération avec les marines riveraines.....	9
Les patrouilles opérationnelles Sagne	9
Exercices African NEMO et Grand African NEMO	10
L'implication dans les organismes de formations régionaux : ENVR et ISMI	11
La formation par la coopération : les périodes d'instruction opérationnelle	11
Les présences maritimes coordonnées (CMP) : structurer et renforcer l'action européenne	12
Soutien aux forces prépositionnées en Afrique occidentale	14
Participation à la protection des intérêts de la France et des français.....	15
Une opération contrôlée par le commandant en chef de l'Atlantique.....	15
4. Le MICA Center et le MDAT-GoG	16



1. Le golfe de Guinée, une région maritime stratégique aux enjeux multiples

Situé à la croisée des grandes routes maritimes et abritant d'importantes ressources pétrolifères, halieutiques et minérales, le golfe de Guinée est une zone stratégique, mais dont l'équilibre est menacé.

Zone particulièrement vaste, le golfe de Guinée s'étend sur 2 350 000 km², soit l'équivalent de la superficie de la Méditerranée ou de quatre fois la France métropolitaine.

Avec plus de 5 700 km de rivage du Sénégal à l'Angola, le golfe de Guinée rassemble 19 États riverains. L'activité commerciale y est particulièrement dense avec 400 bateaux qui y transitent chaque jour, soit environ un quart du trafic maritime autour du continent africain.

Réservoir important de ressources naturelles, le golfe de Guinée contient près de 50% de la production pétrolière du continent africain avec une réserve estimée à 100 milliards de barils de pétrole, soit 10% des réserves mondiales. Elle abrite également 4 000 milliards de m³ de gaz naturel et concentre une très forte quantité de poissons attirant de nombreuses activités de pêche. Plus d'un million de tonnes de poissons y sont pêchées chaque année, dont environ 40% issue de la pêche illicite.

Le golfe de Guinée est donc un atout majeur pour le développement du continent africain. Mais son équilibre est menacé par la pêche illicite, non déclarée et non règlementée (pêche INN), la piraterie et les trafics illicites.

Véritable fléau en Afrique de l'Ouest, la pêche INN constitue la première menace maritime de la zone et revêt un enjeu majeur pour la région.

Les actes de brigandage et de piraterie sont susceptibles, quant à eux, de perturber la navigation des navires quand ils ne mettent pas directement en danger la vie des équipages et passagers. En effet, la zone du golfe de Guinée représente à elle seule 90% des enlèvements en mer dans le monde.



Photo 1 - Plateforme pétrolière du golfe de Guinée

Le golfe de Guinée en chiffres :

- **5 700 km** de côte ;
- **19 États** riverains ;
- **90 % du volume des échanges** des États de la zone qui empruntent les routes maritimes du golfe de Guinée ;
- Environ **50% de la production pétrolière** du continent africain (**10 % de la production mondiale**) ;
- **40 000 barils perdus** par jour à cause des actes illicites ;
- **4 000 milliards de m³ de réserve de gaz naturel** ;
- Plus de **1 million de tonnes de pêche** chaque année ;
- Environ **40% du volume de poisson pêché** dans les eaux d'Afrique de l'Ouest issu de la pêche illicite, soit une perte de plus de **1,5 milliard de dollars** pour les États de la zone.
- La France y compte **80 000 ressortissants**.

2. L'architecture de Yaoundé, une vision régionale commune pour protéger le golfe de Guinée

En juin 2013, les dirigeants des Communautés économiques des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Afrique centrale (CEEAC), ainsi que la Commission du golfe de Guinée (CGG), ont posé les bases d'une stratégie régionale commune de sécurité maritime, à l'occasion d'un sommet à Yaoundé, au Cameroun.

Trois instruments ont été mis en place : le Code de conduite, la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement et le Mémoire d'entente entre les organisations régionales. Ils structurent l'architecture de Yaoundé, visant à assurer la sécurité maritime régionale.



Figure 1 – Localisation du dispositif relatif à l'architecture de Yaoundé

L'architecture de Yaoundé se compose du Centre interrégional de coordination (CIC), structure d'échange d'informations, qui assure la coordination entre le Centre régional de sécurité maritime de l'Afrique centrale (CRESMAC) et le Centre régional de sécurité maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO). L'espace côtier est subdivisé en cinq zones maritimes opérationnelles, dont les activités sont coordonnées au sein de cinq centres multinationaux de coordination (CMC).

Sur le plan national, il est prévu un Centre des opérations maritimes (COM) par pays, qui en assure la coordination, et l'ensemble des acteurs majeurs de l'action de l'État en mer (la police maritime, les douanes, les administrations de contrôle de la pêche et de la protection de l'environnement).

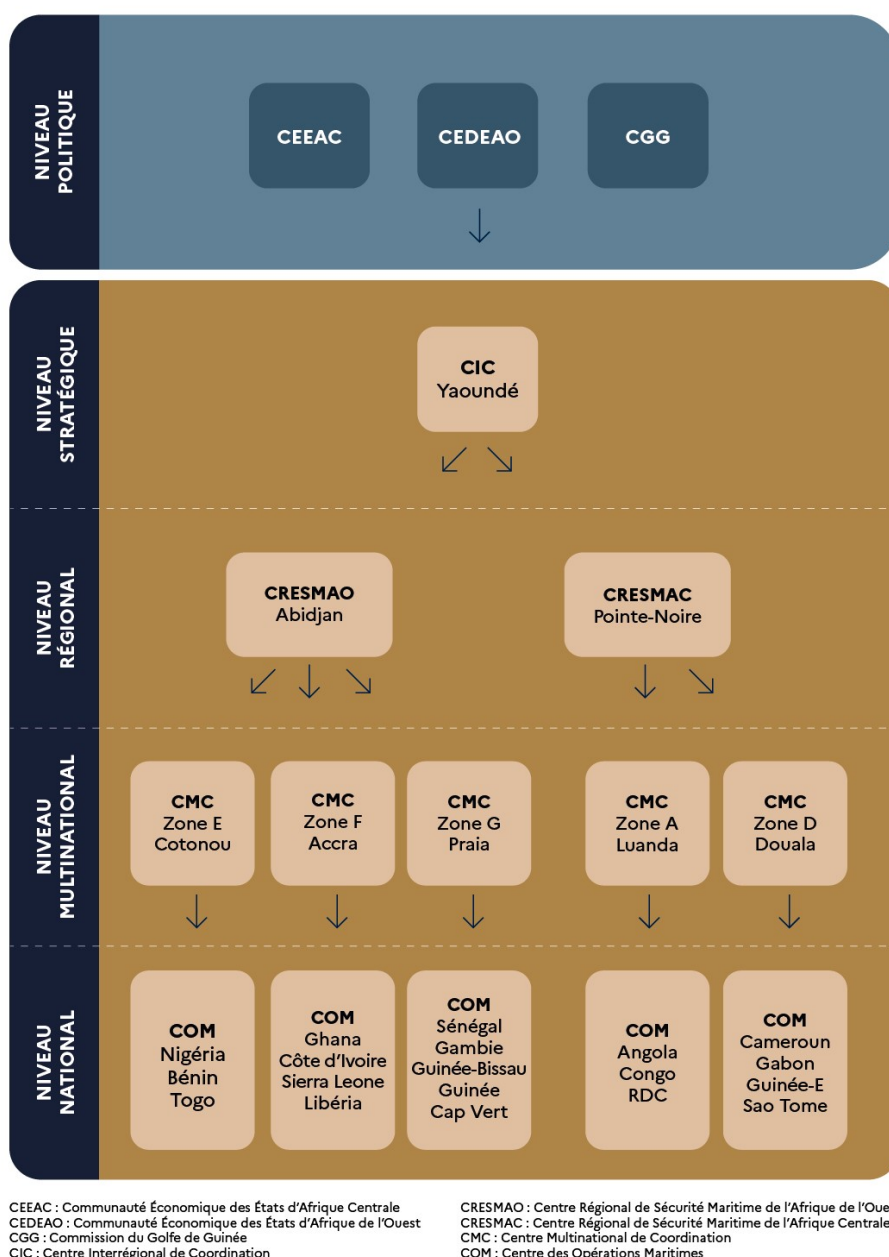


Figure 2 – Architecture de Yaoundé

3. La coopération française pour la sécurité maritime, mise en œuvre à travers l'opération Corymbe

Pour la sécurisation du golfe de Guinée, la politique menée par la France repose sur la souveraineté des États riverains. La France s'appuie sur les liens qu'elle a su tisser et entretenir depuis plus de 30 ans avec les partenaires de la région, notamment grâce aux différents mandats de l'opération CORYMBE, ainsi que sur son expertise et son modèle national en matière d'Action de l'État en mer (AEM). Elle accompagne ainsi la montée en puissance des marines riveraines et, dans le même temps, partage ses savoir-faire afin de permettre aux États riverains d'assurer eux-mêmes la sécurisation de leurs espaces maritimes.

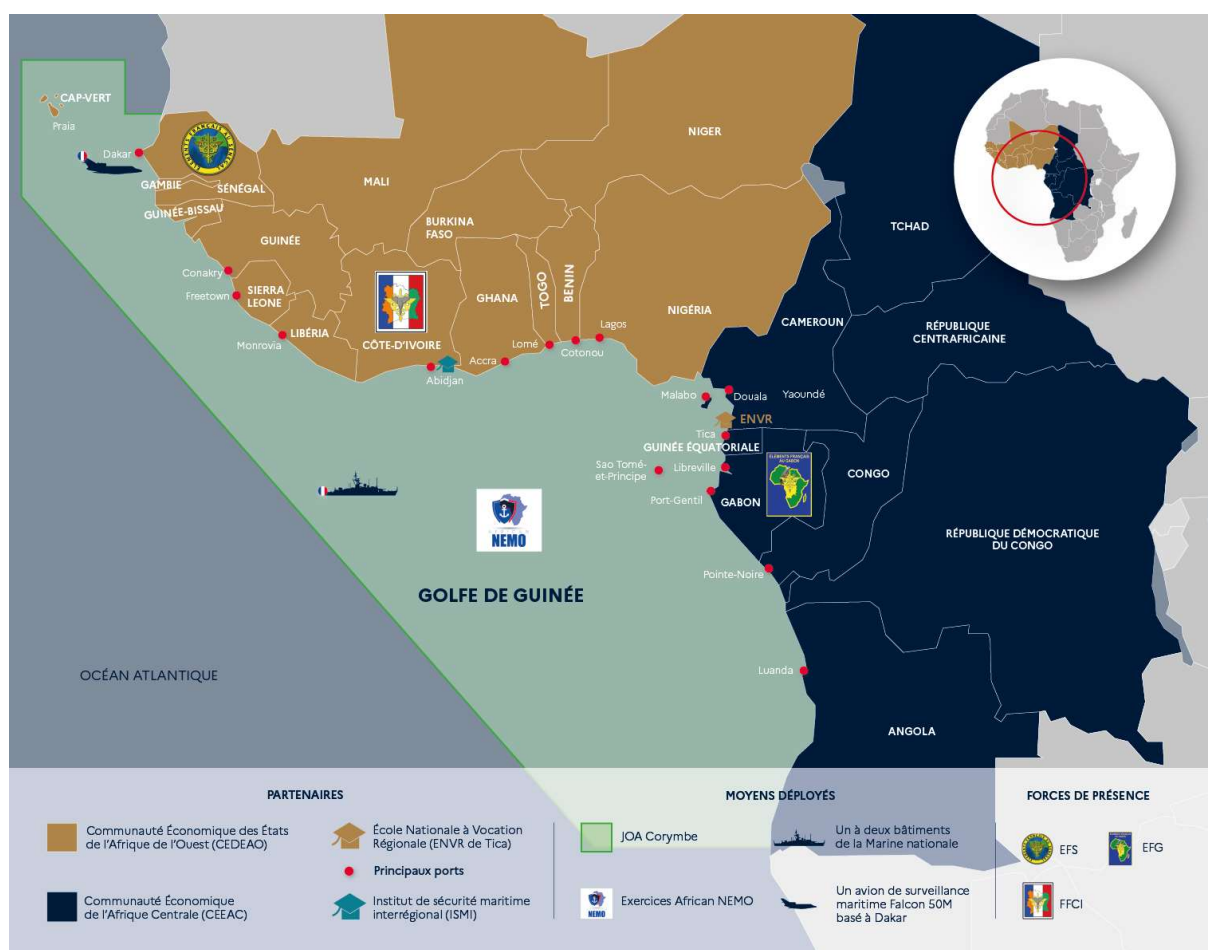


Figure 3 – Dispositif des forces prépositionnées françaises dans le golfe de Guinée

CORYMBE est une opération quasi permanente des forces armées françaises dans le golfe de Guinée. Depuis 1990, le dispositif est armé par un à deux bâtiments de la Marine nationale, ponctuellement renforcé par des moyens terrestres et aéromobiles embarqués, sous le contrôle opérationnel du commandant en chef de la zone maritime Atlantique.

Dans le cadre de cette opération, les militaires français contribuent concrètement à la sécurité maritime dans la région par :

- des patrouilles opérationnelles et des actions de coopération avec les marines riveraines du golfe de Guinée pour accroître leurs savoir-faire ;
- des interactions avec les autres marines partenaires, et notamment européennes dans le cadre du concept de présence maritime coordonnée – *Coordinated maritime presence* (CMP) ;
- une participation au volet maritime des coopérations opérationnelles mises en œuvre régionalement par les forces de présence françaises : Éléments français au Sénégal (EFS), Forces françaises en Côte d'Ivoire (FFCI) et Éléments français au Gabon (EFG) ;
- le soutien aux opérations en cours dans la région et au dispositif français prépositionné en Afrique occidentale ;
- la contribution à d'éventuelles missions d'aide aux populations, de sécurisation ou d'évacuation de ressortissants.

Diminuer l'insécurité maritime

La présence dissuasive d'un bâtiment militaire français dans le golfe de Guinée contribue à la sécurisation maritime et la lutte contre le brigandage, la piraterie ou le trafic de stupéfiants. En luttant contre ces activités illicites, les forces françaises contribuent également à assurer la protection des intérêts français.

Opérations de lutte contre le narcotrafic :

2020 : le Patrouilleur de haute mer (PHM) *Commandant Bouan*, en coopération avec la marine ivoirienne, chasse et relocalise un voilier transportant 411 kg de cocaïne.

2021 : le Porte-hélicoptères amphibie (PHA) *Dixmude* intercepte le cargo *Najlan* qui transportait 6 tonnes de cocaïne. C'est à ce jour la plus importante interception de drogue par la Marine nationale.



Photo 2 – Saisie de drogue par le PHA Dixmude à bord du Najlan

Opérations de secours en mer :

2016 et 2018 : la Frégate de surveillance (FS) *Ventôse* et le PHM *Premier maître l'Her* ont porté assistance à des pirogues en détresse au large des côtes nigérianes.

2021 : le Falcon 50 de la Marine nationale, basé à Dakar, a mené deux opérations pour relocaliser et guider les secours vers un voilier et une pirogue en détresse.

Coopération avec les marines riveraines

L'un des objectifs prioritaires de l'opération CORYMBE est le soutien à l'architecture de sécurité maritime issue du processus politique de Yaoundé.

Ce soutien se traduit par le renforcement des capacités des États à lutter contre la piraterie et les actes de brigandage. Pour cela, la Marine nationale partage son savoir-faire, sa connaissance de la zone, ses moyens humains et matériels à travers des actions de coopération, d'exercices ou de formations au profit des marines riveraines.



Photo 3 – Coopération entre des bâtiments de la Marine nationale et les marines riveraines

Les patrouilles opérationnelles Sagne

Conduites régulièrement dans des zones à risque du golfe de Guinée avec les marines régionales, les patrouilles Sagne sont des missions communes de surveillance maritime contre les trafics illicites tels que la pêche illégale ou les pollutions. Elles ont également pour objectif de renforcer l'interopérabilité franco-africaine dans le domaine de la lutte contre l'insécurité maritime.

Les armées sont en mesure de mener ces patrouilles avec les bâtiments de surface de la Marine nationale engagés dans l'opération CORYMBE ou bien avec l'avion de surveillance maritime Falcon 50M, déployé à Dakar, soutenu par EFS.

Chaque année, dans le cadre de l'opération CORYMBE, la Marine française réalise entre 20 et 30 patrouilles opérationnelles Sagne avec les bâtiments de

surface et près de 50 avec le Falcon 50M de Dakar, en coopération systématique avec les marines riveraines et les centres nationaux des opérations maritimes.



Photo 4 – Vol de surveillance maritime du Falcon 50 de la Marine nationale basé à Dakar

Exercices African NEMO et Grand African NEMO

Les exercices African NEMO (*Navy's Exercise for Maritime Opérations*), organisés depuis septembre 2013, permettent d'entraîner plusieurs marines et centres de coordination maritime à terre. Ces exercices de plusieurs jours ont lieu trois à quatre fois par an en moyenne. Les forces sont déployées d'une zone à l'autre du golfe de Guinée avec l'objectif suivant : développer l'aptitude des marines des États riverains à coopérer et agir ensemble pour la sécurité maritime de la région.

Depuis 2018, l'armée française réalise également chaque année un exercice Grand African NEMO. Résolument ambitieux, cet exercice de coopération opérationnelle est devenu le rendez-vous annuel majeur de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée et rassemble l'ensemble des partenaires régionaux. Les exercices Grand African NEMO abordent l'ensemble du spectre de la sécurité maritime dans un seul et même exercice : lutte contre la pêche illégale, piraterie, narcotrafic, pollution, sauvetage en mer ou encore assistance à navire en difficulté. Leur crédibilité repose sur des scénarios réalistes, conçus par les acteurs locaux et répondant directement à leurs besoins. En définitive, les exercices Grand African NEMO visent à confronter les tactiques de lutte et à partager les savoir-faire respectifs, dans l'optique d'améliorer le niveau opérationnel de chacun.



Photo 5 – Coopération opérationnelle durant l'exercice NEMO à bord d'un PHM français

L'implication dans les organismes de formations régionaux : ENVR et ISMI

Créée en 2009 à l'initiative de la France, l'École nationale à vocation régionale (ENVR) de Tica, en Guinée-équatoriale, forme des élèves de 13 pays du golfe de Guinée dans les domaines de la surveillance et de la sécurité des espaces maritimes. Cette formation mutualisée permet un rapprochement de ces officiers provenant de la même région, le partage d'un savoir-faire commun et une connaissance mutuelle toujours précieuse. La Marine française apporte un soutien direct à la formation des marines du golfe de Guinée par la mise en place de coopérants au sein de cette école et par l'embarquement d'élèves à bord des bâtiments français déployés en opération CORYMBE.

La France a également soutenu la création de l'Institut de sécurité maritime interrégionale (ISMI), en septembre 2015, au sein de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Destiné à soutenir le CIC de Yaoundé dans son action, cet organisme délivre des enseignements répondant aux besoins des États du golfe de Guinée, en formant des instructeurs dans le domaine de la sécurité maritime. L'ISMI accueille chaque année des stagiaires de pays du golfe de Guinée autour de thématiques comme la lutte contre le narcotrafic, l'assurance maritime, le droit de la mer, la sécurité et la sûreté maritimes ou encore l'industrie maritime face à la cybercriminalité.

La formation par la coopération : les périodes d'instruction opérationnelle

La France mène régulièrement des actions de coopération pour accroître les savoir-faire des marines africaines à l'occasion des escales ou d'exercices en mer. Les Périodes d'instruction opérationnelle (PIO) visent notamment à former les marins

africains et à entretenir leurs savoir-faire pour qu'ils soient en mesure d'assurer la sûreté et la sécurité maritimes dans leur zone.

Les actions de formation ont pour objectif de faire progresser les marines africaines dans divers domaines essentiels tels que la mécanique, les transmissions, la sécurité en mer, la plongée ou encore la mise en œuvre de la drome (ensemble des embarcations annexes à bord des bâtiments). Des exercices de sécurité et des entraînements aux visites, c'est-à-dire au contrôle d'un navire par une équipe de visite, sont également dispensés.

Chaque année, la Marine française forme entre 500 et 1000 marins africains¹.



Photo 6 – Formation sur un système d'armes

Les présences maritimes coordonnées (CMP) : structurer et renforcer l'action européenne

Afin de pouvoir répondre aux différents enjeux dans une zone aussi vaste que le golfe de Guinée, la combinaison des efforts est nécessaire. La France coopère donc également avec ses alliés européens pour appuyer le rôle moteur des Africains dans la sécurité maritime. Par son expertise et au travers de l'opération CORYMBE, la France joue un rôle fédérateur dans la coopération européenne dans le golfe de Guinée, aux côtés de l'Espagne, l'Italie, le Portugal et le Danemark.

Lancé à la fin de l'année 2020, le concept de Présence maritime coordonnée (*Coordinated maritime presence* – CMP), est un mécanisme de coordination des moyens navals et des actions de coopération dans une zone maritime d'intérêt, le tout mis en œuvre par la *Maritime area of interest coordination cell* (MAICC) de l'État-major de l'Union européenne (EMUE).

Ce concept a pour objectif de coordonner et apporter une synergie aux déploiements des moyens aéronavals des États membres dans la zone, d'intensifier les échanges d'informations entre les marines et consolider leur soutien au renforcement des

¹ Hors années concernées par la crise sanitaire du Covid-19

capacités locales, notamment au niveau de la coordination des formations. La pertinence de la CMP réside dans le fait qu'elle ne nécessite aucun moyen supplémentaire et qu'elle s'appuie sur les actions déjà entreprises par des États membres. Cette coordination des patrouilles permet donc de démultiplier les effets recherchés par les marines européennes dans leur lutte contre l'insécurité maritime qui sévit dans le golfe de Guinée.

Quelques illustrations :

- Septembre 2020 : le PHM *Commandant Ducuing* et la frégate multi-missions (FREMM) italienne *Federico Martinengo* ont mené des manœuvres conjointes dans la zone du golfe de Guinée ;
- Novembre 2020 : le PHA *Dixmude* et la FS *Ventôse* ont mené des interactions dans le golfe du Biafra avec la FREMM italienne *Federico Martinengo* et le patrouilleur espagnol *Tornado*.
- Avril 2021 : Le PHA *Dixmude*, la frégate italienne *Luigi Rizzo*, le patrouilleur espagnol *Furor* et le patrouilleur portugais *Setubal* ont réalisé l'exercice naval européen NEPTUNE dans le golfe de Guinée : un intermède dans la mise en œuvre de leurs patrouilles respectives effectuées dans des zones distinctes, en suivant la logique du concept de présences maritimes coordonnées ;
- Septembre – octobre 2021 : le PHM *Commandant Ducuing* a mené des manœuvres conjointes avec le patrouilleur espagnol *Vigia* puis la FREMM italienne *Marceglia*.

Au-delà du concept de CMP, l'Union européenne est un acteur stratégique important dans la région. Depuis 2014, elle finance de nombreux programmes de soutien aux organisations régionales visant à renforcer la sécurité maritime :

- Les programmes « SWAIMS » et « PASSMAR » pour renforcer l'architecture de sécurité maritime de Yaoundé ;
- « WeCAPS » et « SEACOP » pour améliorer la sécurité portuaire.



Soutien aux forces prépositionnées en Afrique occidentale

La Marine nationale peut également apporter son soutien à toute opération en cours ou nouvellement menée dans cette zone (opérations d'aide aux populations, de sécurisation ou d'évacuation de ressortissants...).

Grâce aux moyens engagés dans CORYMBE, la Marine nationale a ainsi assuré un appui aux opérations LICORNE en République de Côte-d'Ivoire en 2002 et SERVAL au Sahel en 2013. En décembre 2013, le PHA *Dixmude* a accosté à Douala (Cameroun) pour débarquer du matériel au profit de l'opération SANGARIS lancée en République centrafricaine. Dans le cadre de la lutte contre le virus Ebola, le PHA *Tonnerre* a acheminé à Conakry (Guinée), en décembre 2014, le matériel nécessaire à l'installation d'un centre de traitement des soignants monté par les armées.

Actuellement, l'opération CORYMBE participe au soutien logistique des opérations en Afrique, principalement dans la bande sahélo-saharienne. Les PHA, lorsqu'ils sont déployés dans le golfe de Guinée, peuvent être amenés à embarquer des groupements tactiques embarqués (GTE) de l'armée de Terre : dispositif composé d'un état-major, d'une à plusieurs unités de combat et d'hélicoptères.

La Marine nationale participe également à l'entraînement et au maintien des capacités opérationnelles des forces prépositionnées dans différents domaines comme les qualifications à l'appontage ou lors d'exercices amphibies.

- En novembre 2020, Le PHA *Dixmude* et son GTE ont conduit l'exercice amphibie OBAMBA en coordination avec les EFG et les forces armées gabonaises.
- En avril 2021, le PHA *Dixmude* et son GTE ont participé à un exercice interarmées organisé par les FFCI afin de renforcer la coordination des unités françaises dans les domaines terrestre, aérien et maritime.



Photo 8 – Interaction entre un PHM de la Marine nationale et un Fennec de l'armée de l'Air et de l'Espace

Participation à la protection des intérêts de la France et des Français

Avec près de 80 000 ressortissants et fort d'une implantation économique importante (compagnie pétrolière, banque, télécommunication, groupe audiovisuel, etc.), la France possède de nombreux intérêts dans la région du golfe de Guinée, à terre comme en mer.

En 30 ans, les moyens projetés en opération CORYMBE ont participé à plusieurs opérations de sécurisation au profit de ressortissants, dont deux opérations d'évacuations : en 1997 l'avis *Jean Moulin* et la FS *Germinal* évacuent plus de 1 000 ressortissants lors de l'opération ESPADON après un coup d'État en Sierra Leone. En 2003 le Transport de chalands de débarquement (TCD) *Orage* évacue 535 ressortissants français et étrangers lors de l'opération PROVIDENCE au Libéria.



Photo 9 – Débarquement de troupes par Engin de débarquement amphibie rapide (EDAR)

Une opération contrôlée par le commandant en chef de l'Atlantique

Le Commandant en chef de l'Atlantique (CECLANT) exerce, sous les ordres du chef d'état-major des Armées, le contrôle opérationnel des forces maritimes déployées dans la zone maritime Atlantique, dont le golfe de Guinée fait partie. Son rôle est de commander et coordonner (OPCON) les différentes unités déployées dans sa zone de compétence en vue de l'accomplissement des missions fixées. Pour ce faire, CECLANT s'appuie sur son Centre opérationnel de la marine (COM), à Brest, d'où il planifie et conduit les opérations.

Le COM de Brest est aussi chargé de traiter les informations recueillies par les unités en opération. Dans le golfe de Guinée, des données précises sont recueillies sur la zone et l'activité maritime, auprès des bâtiments déployés dans la région.

4. Le MICA Center et le MDAT-GoG

Hébergé à Brest, le *Maritime information cooperation & awareness Center* (MICA Center) a été créé pour répondre aux enjeux stratégiques posés par les menaces affectant la sûreté des espaces maritimes. Armé par une trentaine de militaires de la Marine nationale et de marines de pays partenaires, ce centre d'expertise français à compétence mondiale veille 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 sur le trafic maritime.

En cas d'attaque, le MICA Center contribue directement au soutien des équipages des navires et de leurs armateurs. Également centre d'analyse, le MICA Center évalue la situation sécuritaire maritime dans le monde grâce aux signalements volontaires des différents acteurs de la communauté maritime. Le MICA Center publie des bilans réguliers au profit des partenaires qui s'abonnent à ses services gratuits.

La cellule « golfe de Guinée » du MICA Center assure le suivi et le traitement des actes de piraterie et de brigandage au travers de l'accord franco-britannique *Maritime Domain Awareness for Trade – Gulf of Guinea* (MDAT GoG). Il s'appuie sur la connaissance française du golfe de Guinée, le savoir-faire de la Marine nationale en matière de contrôle naval et l'expertise technique britannique.

Le MDAT-GoG contribue à maintenir une évaluation de situation maritime cohérente dans les approches de l'Afrique centrale et occidentale, avec la capacité d'informer et de soutenir les professionnels de la mer, contribuant ainsi à la sécurité des marins.

Toutes les informations reçues sont traitées avec la plus stricte confidentialité et sont exploitées dans le but d'améliorer la sécurité des gens de mer et de protéger le commerce maritime.



Photo 10 – Opérateur assurant la veille au sein du MICA Center